



Principaux résultats



SÉLECTION DE RÉSULTATS CLÉS PERTINENTS POUR LE PACIFIQUE

Extrait du rapport de synthèse du **Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC)** des Nations Unies. Il s'agit du rapport final du sixième cycle d'évaluation du GIEC (AR6), intégrant tous les rapports du GIEC des sept dernières années.

Limiter le réchauffement climatique à 1,5°C
au lieu de 2°C augmenterait les avantages liés à la réduction des impacts et des risques associés, et réduirait les besoins d'adaptation malgré l'augmentation des coûts d'atténuation.



Il est certain que les activités humaines ont causé le réchauffement du climat (océan, terre, et atmosphère) à un rythme jamais vu auparavant



Le budget carbone pour limiter le réchauffement à 1,5°C sera dépassé par les seules émissions de CO₂ générées par les infrastructures de combustibles fossiles existantes



Entre 1850 et 2019, les émissions nettes cumulées de CO₂ représentent environ 80 % du budget carbone total nécessaire pour limiter la hausse de la température mondiale à 1,5°C



De nombreux impacts et risques liés au changement climatique sont plus importants pour les petites îles que pour les grandes masses continentales



À 1,5°C les risques pour la santé, les moyens de subsistance, l'approvisionnement en eau, la sécurité alimentaire, la sécurité humaine et la croissance économique augmenteront



Il existe des mesures d'adaptation et d'atténuation abordables et pratiques qui peuvent être prises dès maintenant



Des financements supplémentaires sont nécessaires pour aider le Pacifique à prendre des mesures d'adaptation et d'atténuation efficaces



Principaux résultats



SÉLECTION DE RÉSULTATS CLÉS PERTINENTS POUR LE PACIFIQUE

Extrait du rapport de synthèse du **Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC)** des Nations Unies. Il s'agit du rapport final du sixième cycle d'évaluation du GIEC (AR6), intégrant tous les rapports du GIEC des sept dernières années.

Les preuves scientifiques sont claires : le changement climatique est une menace pour le bien-être humain et la santé de la planète. Il existe une fenêtre d'action qui se referme rapidement pour assurer un avenir viable et durable pour tous. Nous disposons collectivement de suffisamment de connaissances, d'outils et de capitaux mondiaux pour relever les défis. Les choix et les mesures que nous prenons aujourd'hui auront des répercussions pendant des milliers d'années.*1**

Les activités humaines sont responsables du réchauffement climatique depuis 1850.²

Il est sans équivoque que l'influence humaine a réchauffé le climat (océan, terre et atmosphère) à un rythme jamais vu auparavant.³ La température de surface s'est réchauffée de 1,09°C entre 2011 et 2020.⁴ La température de surface de la planète a augmenté plus rapidement depuis 1970 que pendant toute autre période de 50 ans au cours des 2 000 dernières années.^{**5}

Les émissions nettes de tous les grands secteurs ont continué à augmenter depuis 2010, l'énergie, l'industrie, les transports et les bâtiments représentant ensemble 79 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) en 2019.^{**6}

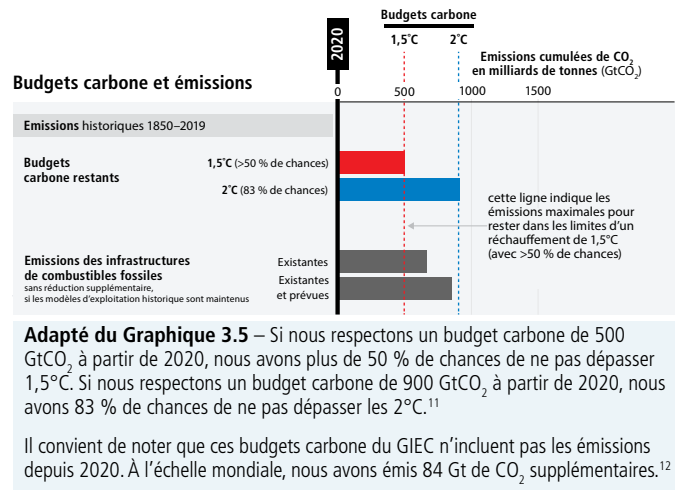
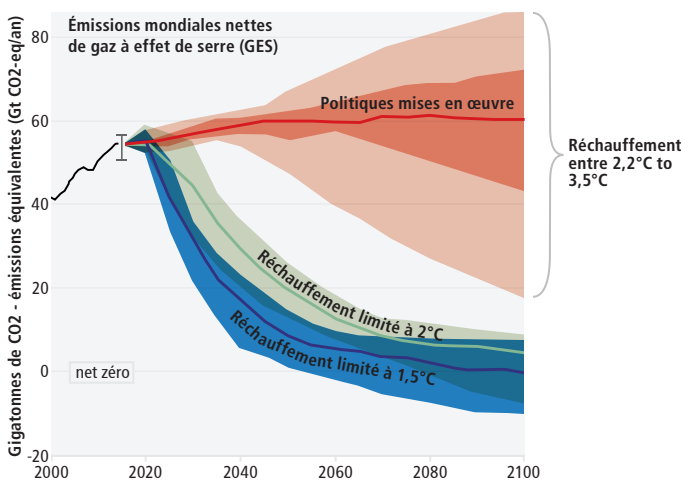
Les politiques en place à la fin de 2020 n'étaient pas conformes aux objectifs de réduction des émissions que les pays avaient définis dans leurs engagements internationaux, ce qui montre un écart entre l'ambition et les politiques réelles. Si ces politiques ne sont pas renforcées, le réchauffement en 2100 devrait atteindre environ 3,2°C.^{**7}

Pour maintenir les températures mondiales à un niveau de réchauffement donné, il faut que les émissions de CO₂ restent dans les limites du budget carbone et que les autres émissions de GES, comme le méthane, fassent l'objet d'une forte réduction.⁸

Les émissions nettes de CO₂ accumulées entre 1850 et 2019 représentent environ 80 % du budget carbone total nécessaire pour limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5°C.⁹

Le budget carbone restant pour 1,5°C sera dépassé par les seules émissions de CO₂ générées par les infrastructures existantes de combustibles fossiles.^{***10}

Les budgets carbone restants pour limiter le réchauffement à 1,5°C pourraient bientôt être épuisés.



Adapté du Graphique SPM.5 – Les politiques mises en œuvre se traduisent par des émissions projetées qui conduisent à un réchauffement de 2,2°C à 3,5°C. Seules des réductions profondes, rapides et durables des émissions de GES limiteraient le réchauffement à 1,5°C ou moins de 2°C au cours du siècle.^{**}

* = degré de confiance moyen
** = degré de confiance élevé
*** = degré de confiance très élevé

- 1 Résumé à l'intention des décideurs (SPM)C.1
- 2 Rapport détaillé, Graphique 2.1 (d)
- 3 SPMA.1
- 4 SPMA.1; Le réchauffement est par rapport aux niveaux de température de référence de 1850 à 1900.
- 5 SPMA.1.1
- 6 SPMA.1.4
- 7 SPMA.4.4
- 8 SPMB.5.1
- 9 SPMB.5.4; Ceci fait référence au maintien à 1,5°C avec plus de 50 % de probabilité. Le « budget carbone » désigne la quantité maximale d'émissions nettes cumulées de CO₂ d'origine anthropique à l'échelle mondiale qui permettrait de limiter le réchauffement de la planète à un niveau donné avec une probabilité donnée.
- 10 SPMB.5; SPMB.5.3; Ceci est basé sur une infrastructure de combustibles fossiles (par ex., sans captage et stockage du carbone).
- 11 SPMB.5.3
- 12 Projet mondial sur le Carbone 2022 ; Friedlingstein et al 2022 « Budget carbone mondial 2022 »

Seules des réductions sérieuses, rapides et immédiates des émissions de GES permettraient de limiter le réchauffement en deça de 1,5°C et 2°C au cours du siècle. Cela permettrait également de limiter l'accélération de l'élévation du niveau de la mer.**¹³ En l'absence d'action ambitieuse pour réduire les émissions, les impacts climatiques rendront probablement certaines petites îles inhabitables au cours de ce siècle. Le risque est le plus élevé pour les nations atoll.¹⁴

Dans les scénarios qui limitent le réchauffement à 1,5°C sans dépassement ou avec un dépassement limité, d'ici 2035, les émissions mondiales de GES sont réduites de 60 % par rapport aux niveaux de 2019, et les émissions mondiales de dioxyde de carbone de 65 % par rapport aux niveaux de 2019.¹⁵

Les effets du changement climatique sont plus importants et plus graves que ceux estimés dans les évaluations précédentes** et les effets prévus à long terme sont bien plus importants que ceux observés actuellement.**¹⁶

Le changement climatique causé par l'homme a entraîné des changements rapides et généralisés dans l'atmosphère, les océans, les zones couvertes de glace et les terres, ainsi que des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et plus intenses. Ces changements ont déjà eu des effets négatifs considérables et ont causé des pertes et des dommages à la nature et aux populations.¹⁷ De nombreux impacts et risques climatiques sont plus importants pour les petites îles que pour les grandes masses continentales.¹⁸

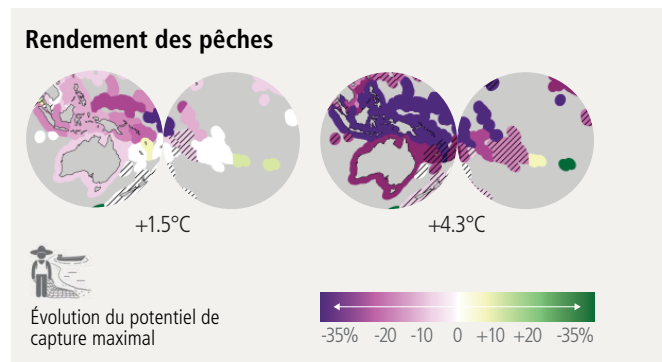
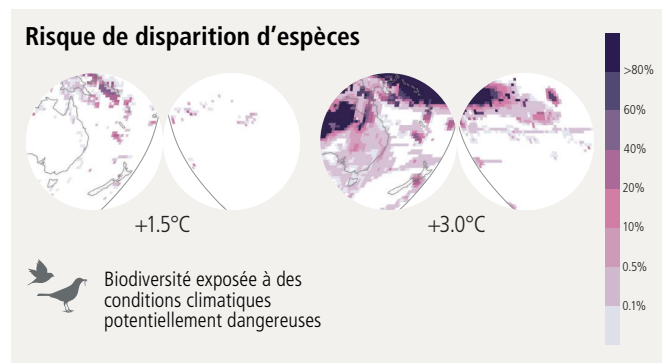
À l'échelle mondiale, l'étendue des zones humides côtières a diminué de près de 50 % au cours des 100 dernières années, en raison des effets combinés des pressions humaines locales, de l'élévation du niveau de la mer, du réchauffement et des phénomènes météorologiques extrêmes.**¹⁹ Les menaces liées au climat et au changement de l'utilisation des sols entraînent également une détérioration des zones humides.²⁰

Les risques liés au climat sur les systèmes naturels et humains sont nettement plus élevés en cas de réchauffement de la planète de 1,5°C qu'actuellement.**²¹ Par exemple, on prévoit que les récifs coralliens diminueront encore de 70 à 90 % si le réchauffement climatique atteint 1,5°C.**²²

Les Petits États Insulaires en Développement (PEID), y compris les communautés des Pays et Territoires Insulaires du Pacifique (PICT), font partie des régions les plus vulnérables où les impacts les plus importants sont observés²³, bien qu'ils aient historiquement contribué le moins au changement climatique actuel.²⁴

Les îles du Pacifique Sud sont touchées de manière disproportionnée par les déplacements dus au changement climatique et aux phénomènes météorologiques extrêmes, par rapport à leur faible population.²⁵

limiter le réchauffement climatique à 1,5°C au lieu de 2°C augmenterait les coûts d'atténuation, mais apporterait également de nombreux avantages en termes de réduction des risques, de réduction des impacts climatiques et de réduction des besoins d'adaptation.**²⁶



Adapté du Graphique A1.15, Groupe de Travail II (GTII) Annexe I & Graphique SPM.3 – L'augmentation du changement climatique devrait intensifier les risques dans les systèmes naturels et humains.

Les risques et les effets prévus du changement climatique sur la biodiversité et le rendement des pêcheries par rapport aux niveaux de 1850-1900 diffèrent selon les régions et les scénarios d'émission. L'impact sur la biodiversité et la pêche augmente avec la hausse des températures.

Notez que cette carte de la biodiversité est utilisée pour montrer les résultats du Graphique SPM.3 du rapport de synthèse qui reflète le même ensemble de données mais montre une carte visuelle différente. Cette carte de la biodiversité est tirée de l'annexe I A1.15 du GTII.

En l'absence de mesures d'atténuation, d'adaptation et de gestion des risques sérieuses, les pertes et les dommages continueront d'affecter les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables, ce qui pourrait créer des pièges à pauvreté.**²⁷ Les pertes et les dommages ont des effets particulièrement négatifs sur le développement durable dans les PEID, y compris les PICT, en partie en raison des risques croissants et irréversibles que le changement climatique pose pour les petites îles.²⁸

* = degré de confiance moyen

** = degré de confiance élevé

*** = degré de confiance très élevé

13 SPMB.6; SPMB.7.2

14 GTII Chapitre 15.3.4.9; FAQ15.1

15 Tableau XX: SPMB.6

16 SPMB.2; Graphique SPM.4(a)

17 SPMA.2; SPMA.2.6

18 GTII Chapitre 15.3

19 Section 2.1.1

20 SPREP Rapport régional 2020 sur l'état de l'environnement et de la conservation dans les îles du Pacifique

21 SPMB.2.2

22 Graphique SPM.4(b)

23 SPMA.2.2

24 Section 2.1.2

25 SPMA.2.5

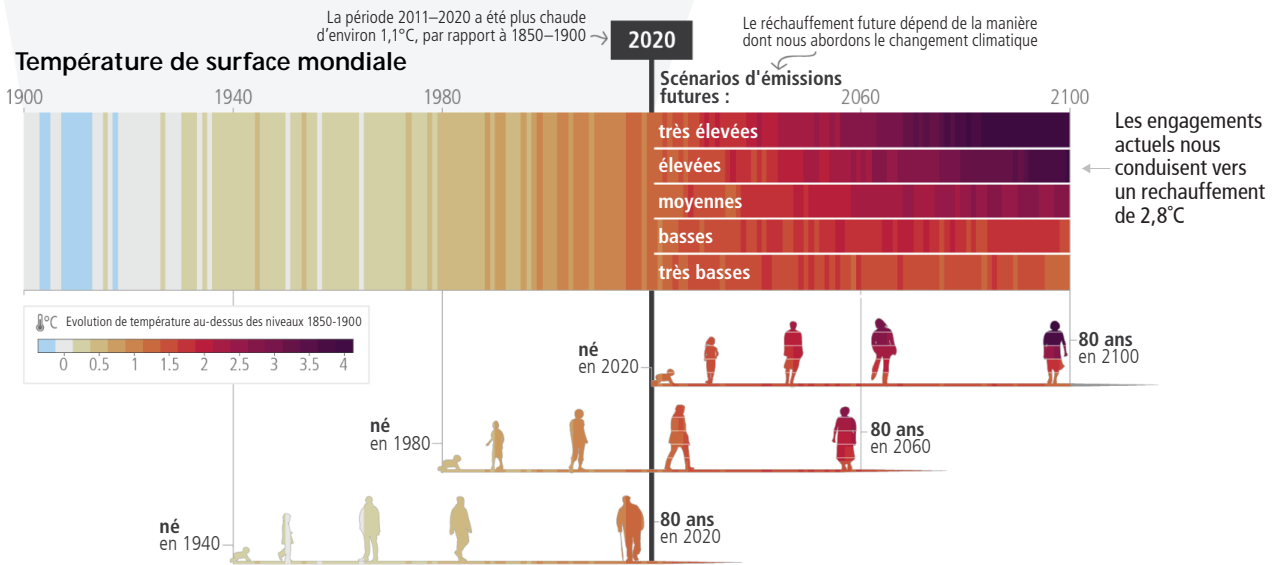
26 Section 3.4.1; SPMC.2.4

27 Section 2.1.2

28 GTII Chapitre 15, Encadré 15.2



Nos choix déterminent dans quelle mesure les enfants d'aujourd'hui vivront dans un monde différent, et plus chaud



Adapté du Graphique SPM.1 – Nos choix déterminent dans quelle mesure les enfants d'aujourd'hui vivront dans un monde différent et plus chaud. Le monde est déjà plus chaud d'environ 1,1°C par rapport à la période 1850-1900. L'ampleur du changement climatique prévu pour les individus des trois générations représentatives de la population humaine (nés en 1940, 1980 et 2020) sera très différente selon le scénario d'émissions futures (très faibles, faibles, moyennes, élevées et très élevées).

Si les mesures d'adaptation ont permis de se prémunir contre certains effets du climat, certaines limites de l'adaptation ont déjà été atteintes.^{**29} De nombreuses options d'adaptation perdront de leur efficacité si le réchauffement s'accroît.³⁰ Par exemple, certains récifs coralliens d'eau chaude ont peu de chances de survivre à des températures accrues, ce qui rendrait moins efficaces les mesures d'adaptation basées sur les écosystèmes récifaux.³¹

Il existe un écart entre la mise en œuvre actuelle de l'adaptation et les niveaux nécessaires pour répondre aux impacts et réduire les risques climatiques.^{**32}

Le financement est un catalyseur pour presque tous les aspects de l'accélération de l'action climatique.^{*33} Les financements nécessaires tant pour l'atténuation que pour l'adaptation dans les pays en développement resteraient insuffisants en 2018.**** Les flux financiers privés et publics ont été inférieurs à l'objectif collectif fixé dans le cadre de l'UNFCCC (Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique) et de l'Accord de Paris pour que les pays développés mobilisent 100 milliards USD par an d'ici à 2020.³⁴ **Un financement accru de l'adaptation est nécessaire pour faire face aux limites souples de l'adaptation, à l'augmentation des risques climatiques et aux pertes et dommages qui en découlent, en particulier dans les pays en développement vulnérables.^{**35}** Il est nécessaire d'accroître le financement de l'atténuation pour accélérer les investissements dans la réduction des émissions afin de faire face aux risques climatiques croissants.^{**36}

Les flux financiers publics et privés destinés aux combustibles fossiles restent plus importants que ceux destinés à l'action climatique.^{**37}

Les gains les plus importants en matière de bien-être dans les zones urbaines peuvent être obtenus en donnant la priorité aux financements visant réduire les risques climatiques pour les résidents à faible revenu et marginalisés, y compris les personnes vivant dans des établissements informels.^{38} À ce jour, il existe peu de preuves d'investissements dans les établissements informels.^{*39}**

L'évaluation des risques à long terme sur les secteurs et les moyens de subsistance augmente selon les niveaux projetés de réchauffement climatique, et dépendra aussi fortement des stratégies de développement socio-économique et des actions d'adaptation pour réduire la vulnérabilité et l'exposition.⁴⁰

La réorientation des stratégies de développement vers un développement durable et résilient au climat est soutenue lorsque les gouvernements, la société civile et le secteur privé font des choix inclusifs qui donnent la priorité à la réduction des risques, à l'équité et à la justice.⁴¹ L'intégration des processus décisionnels, des financements et des actions à tous les niveaux de gouvernance et dans tous les secteurs, ainsi que la prise en compte des connaissances locales et autochtones, augmentent également les chances de durabilité.⁴²

29 SPMA.3
30 SPMB.4
31 SPMB.4.2
32 SPMA.3.3
33 SPM.C.7

34 SPMA.4.5
35 SPMC.7.2
36 SPMC.7.1
37 SPMA.4.5
38 SPMC.5.3

39 Section 4.5.3
40 SPMB.2.4
41 SPMC.1.2; Graphique SPM.6
42 SPMC.6.5

* = degré de confiance moyen
** = degré de confiance élevé
*** = degré de confiance très élevé

